



# Il n'y aura pas de pause revendicative

*Le 27 novembre, les organisations syndicales nationales de la DGFIP, SOLIDAIRES, CGT, FO, CFTD, CFTC, UNSA et CGC ont appelé tous les personnels à faire grève.*

*Déterminés à manifester leur exaspération face aux politiques subies et à faire entendre leurs revendications, près d'un agent sur quatre était en grève (23,61% de grévistes à la DGFIP, 15,23% dans l'Essonne).*

## **Le 20 décembre, un nouveau rendez-vous national**

En raison du blocage du dialogue social empêchant toute ouverture de négociation, les organisations syndicales nationales ont pensé nécessaire de travailler au renforcement du rapport de force. Elles ont décidé du boycott unitaire du second Comité Technique de Réseau (CTR) qui doit entériner les suppressions d'emplois (2023 nouvelles suppressions) et la réduction des frais de fonctionnement (- 7%).

Les organisations syndicales nationales ont formulé une demande d'audience à l'attention de Jérôme CAHUZAC, ministre délégué auprès du ministre de l'Economie et des Finances, chargé du Budget, pour :

- traiter les exigences revendicatives ;
- imposer une autre conception du dialogue social ;
- obtenir l'arrêt de la démarche stratégique.

Elles ont insisté sur l'importance de l'action unitaire et collective autour des Comités Techniques Locaux (CTL) dans les départements. Enfin elles ont avancé la perspective d'états généraux, d'un manifeste et d'une manifestation nationale avec une prochaine réunion nationale le jeudi 20 décembre.

## **Le 20 décembre, boycott du Comité Technique Local**

Le 20 décembre, le Comité technique Local de l'Essonne est convoqué pour entériner, notamment, les suppressions d'emplois (25 suppressions d'emplois supplémentaires dans l'Essonne en 2013) et la réduction des frais de fonctionnement sur notre département.

Notre section départementale prendra contact avec toutes les organisations syndicales du département pour décider ensemble des formes locales d'une initiative autour de la tenue de ce CTL.

Pour notre part, nous proposerons un boycott unitaire du CTL départemental et nous avançons les revendications suivantes que nous proposerons à toutes les organisations syndicales départementales de retenir :

- l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois et le pourvoi de tous les postes vacants,
- la création d'emplois à hauteur des besoins,
- l'arrêt des réorganisations, redéploiements et restructurations,
- le maintien de toutes les missions de la DGFIP en son sein, contre tout transfert ou externalisation
- le maintien de toutes les implantations
- l'arrêt du blocage du point d'indice, le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat,
- le maintien du plan de qualification 2012 annoncé
- l'abrogation du jour de carence et l'abandon de la PFR
- L'accès automatique au 8ème échelon du grade d'AAP1 de la catégorie C
- le maintien du Statut Général et de nos statuts particuliers.